

Bulletin d'histoire politique

Présentation

Robert Martineau



Volume 14, numéro 3, printemps 2006

Le rapport Lacoursière sur l'enseignement de l'histoire : dix ans plus tard

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054460ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054460ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Martineau, R. (2006). Présentation. *Bulletin d'histoire politique*, 14(3), 9–11.
<https://doi.org/10.7202/1054460ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Présentation

ROBERT MARTINEAU

Le rapport Lacoursière a dix ans. Dans le contexte politiquement chargé de l'après-référendum, Jean Garon, alors ministre de l'Éducation du Québec, confiait en octobre 1995 à un groupe de travail la tâche d'étudier la situation de l'enseignement de l'histoire au Québec et de faire des recommandations visant à « donner à l'histoire nationale et universelle sa place de discipline fondamentale dans la formation des jeunes du Québec »¹. Malgré l'ambiguïté de l'expression « histoire nationale » qui allait s'avérer au cœur des débats entourant la parution ultérieure de son rapport, le mandat du Groupe était on ne peut plus clair : faire l'état de la situation de l'enseignement de l'histoire au Québec et dans d'autres pays, notamment aux États-Unis, en France, en Italie et au Royaume-Uni ; définir les objectifs généraux et les contenus des programmes d'histoire qui devaient être enseignés de façon obligatoire ; déterminer les programmes qui devaient être enseignés de façon obligatoire ; indiquer les critères de qualification et de compétence des personnes qui enseignent l'histoire².

La présidence du Groupe fut confiée à l'historien Jacques Lacoursière. Il était secondé dans sa tâche de deux enseignantes des écoles secondaires (Louise Charpentier et Johanne Côté), une enseignante du primaire (Louise Hallé), une enseignante de CÉGEP (Danielle Nepveu), de Marius Langlois, responsable des programmes de sciences humaines au ministère de l'Éducation et qui agit tout au long comme secrétaire, d'une représentante du milieu des musées (Francine Lelièvre) et d'un didacticien de l'histoire (Christian Lavoie de l'Université Laval). Deux autres personnes, Marcel Masse et l'historien Jean Provencher, en faisaient initialement partie mais démissionnèrent rapidement. Denis Vaugeois, historien et directeur des Presses de l'Université Laval prit finalement la relève jusqu'à la fin du mandat. À ce noyau initial s'ajoutèrent trois commissaires issus respectivement des milieux des communautés culturelles (Susan T. Anastopoulos) et des anglophones (Brian Young,

historien de l'Université McGill) et Michel Noël, coordonnateur aux affaires autochtones au ministère de la Culture et des Communications. Au terme de 21 jours de réunions, de trois journées d'audiences publiques et de quelques rencontres de spécialistes du ministère de l'Éducation et du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le groupe déposa le 10 mai 1996 son rapport à la nouvelle ministre de l'Éducation, Pauline Marois.

À l'automne 1996, le *Bulletin d'histoire politique* publiait un dossier « à chaud » sur l'enseignement de l'histoire au Québec au lendemain de la publication du rapport Lacoursière. Dix années se sont écoulées depuis. Le dossier suivant, d'une mouture un peu différente, veut souligner cet anniversaire en profitant du recul de la décennie pour questionner l'impact du Rapport sur l'enseignement de l'histoire au Québec mais aussi examiner divers aspects de la réalité de cet enseignement qui ont pu être influencés par sa publication. Les textes qui le constituent sont pour la plupart issus des recherches menées depuis quelques années par des didacticiens de l'histoire et des étudiants inscrits aux études supérieures en éducation, en histoire, en didactique de l'histoire ou en histoire appliquée.

Dans un premier temps, Robert Martineau propose une relecture du document dix ans après sa parution en se demandant jusqu'à quel point son analyse tient encore la route et si ses recommandations ont été entendues et appliquées.

Puis Daniel Moreau remet en perspective historique les diverses réformes de l'enseignement de l'histoire mises de l'avant depuis la Révolution tranquille au Québec, en se demandant jusqu'à quel point elles ont réussi et pourquoi. En portant une attention particulière à la réforme amorcée par le Rapport Lacoursière, il examine les facteurs susceptibles d'en favoriser ou d'en paralyser l'actualisation au moment où elle est en cours.

De son côté, Jean-François Cardin analyse le rapport des historiens québécois avec l'enseignement scolaire de l'histoire depuis les années 1950 en dégagant les axes de continuité et les moments de rupture, particulièrement depuis dix ans.

Annie Beauchemin, quant à elle, trace un portrait de l'enseignement non scolaire de l'histoire en faisant état du véritable marché de la mémoire auquel il a donné lieu dans la dernière décennie.

Luc Guay analyse le développement et l'impact des Nouvelles technologies de l'information (NTI) sur l'enseignement de l'histoire depuis le Rapport Lacoursière dont les recommandations faisaient peu de cas alors qu'elles sont aujourd'hui omniprésentes dans l'école.

Dans son article, Alexandre Lanoix reconstitue sommairement l'histoire du projet politique séculaire d'écrire et d'enseigner une seule et pancanadienne histoire du Canada, en montrant qu'il fut constamment réactivé dans

les périodes de menace à l'unité nationale, notamment particulièrement depuis dix ans.

Chantal Provost aborde quant à elle la délicate question des objectifs de l'éducation historique et tout particulièrement la construction de l'identité collective des jeunes. Après avoir fait un rapide survol historique du traitement de cette fonction à l'école et abordé les enjeux en cause, elle propose une réflexion sur le mode d'appréhension du passé le plus susceptible de favoriser la visée identitaire citoyenne tel que souhaité par le Rapport Lacoursière et les nouveaux programmes d'histoire.

Finalement, Robert Martineau, dans un deuxième article, traite des enjeux politiques du Rapport Lacoursière avec le regard des années passées, en s'attardant au contexte dans lequel le Groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire fut mandaté en 1995, aux réactions engendrées par la publication de son rapport et aux débats qui s'en suivirent et s'animent encore sur la question dans certains milieux.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Ministère de l'Éducation, *Se souvenir et devenir. Rapport du Groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire*, Gouvernement du Québec, 1996, p. ix.
2. *Ibid.*